



Les Brigades anarchistes de l'Otan

Par [Thierry Meyssan](#)

Mondialisation.ca, 12 septembre 2017

[Voltaire.net](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Présenté en Occident comme la réalisation d'une sympathique utopie, le tout nouveau « Rojava » est en réalité un État colonial, voulu et organisé dans le sang par Washington. Il s'agit cette fois de chasser les populations du Nord de la Syrie et de les remplacer par des gens qui n'y sont pas nés. Pour réaliser ce nettoyage ethnique, le Pentagone et la CIA ont mobilisé des combattants dans les cercles d'extrême-gauche européens. Thierry Meyssan révèle ce projet insensé en cours depuis un an et demi.

La guerre, c'est la paix. La liberté, c'est l'esclavage. L'ignorance, c'est la force ».
George Orwell, 1984.

Photo : En février 2016, le « Tsar anti-terroriste » de la Maison-Blanche, Brett McGurk, a été envoyé par le président Obama superviser la bataille d'Aïn al-Arab (Kobané). À cette occasion, il a été décoré par le YPG, dont la maison-mère —le PKK turc— est pourtant considérée par Washington comme « terroriste ».

Dans les années 1980-90, la société kurde était extrêmement féodale et patriarcale. Elle était maintenue dans un fort sous-développement, ce qui poussa des kurdes à se soulever contre les dictatures militaires qui se succédèrent à Ankara [1].

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) était une organisation marxisme-léniniste, soutenue par l'Union soviétique, luttant contre les dictatures de généraux kémalistes, membres de l'Otan. Il libéra les femmes et rejoignit les combats progressistes. Avec l'aide d'Hafez el-Assad, il installa un camp de formation militaire dans la plaine libanaise de Bekaa, sous la protection de la Force de paix syrienne, jouxtant celui du FPLP palestinien.

Durant cette période, le PKK n'avait pas de mots assez durs contre « l'impérialisme américain ».

Lors de la dissolution de l'URSS, le PKK disposait de plus de 10 000 soldats à plein temps et de plus de 75 000 réservistes. Cette guerre de libération détruisit plus de 3 000 villages et fit plus de 2 millions de déplacés. Malgré cet immense sacrifice, elle échoua.

Arrêté au Kenya, en 1999, lors d'une opération conjointe des services secrets turc, états-unien et israélien, le leader historique de la révolte, Abdullah Öcalan, fut emprisonné sur l'île d'İmralı, dans la mer de Marmara. Le PKK s'effondra, divisé entre son chef prisonnier, favorable à une négociation de paix, et ses lieutenants pour qui la guerre était devenue un mode de vie. Quelques attentats eurent encore lieu sans que l'on sache vraiment lesquels

étaient le fait de combattants refusant de désarmer ou d'une fraction de la gendarmerie, le JITEM, qui refusait elle aussi le cessez-le-feu.

Au début du « printemps arabe », Abdullah Öcalan reconstruisit le PKK depuis sa cellule autour d'une nouvelle idéologie. À la suite de négociations secrètes avec l'Otan à la prison d'İmralı, il abandonna le marxisme-lénisme pour le « municipalisme libertaire ». Lui qui avait toujours lutté contre la Turquie pour édifier son propre État, le Kurdistan, considérait désormais que tout État est en soi un outil d'oppression [2].

Les militants du PKK qui avaient été contraints de fuir la Turquie durant la guerre civile, avaient trouvé refuge au nord de la Syrie [3]. Au nom des siens, Öcalan s'était engagé par écrit à ne jamais revendiquer de territoire syrien. En 2011, au début de la guerre occidentale contre la Syrie, les kurdes constituèrent des milices pour défendre le pays qui les avait accueillis et qui les avait naturalisés.

Cependant, le 31 octobre 2014, l'un des deux co-présidents du YPG, la branche syrienne du PKK, Salih Muslim, participa à une réunion secrète au palais de l'Élysée avec le président français François Hollande et son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan. Il se vit promettre de devenir chef d'État, s'il acceptait de s'engager à recréer le Kurdistan... en Syrie.

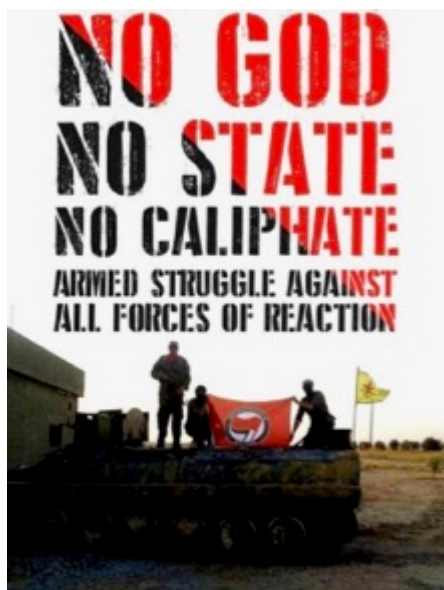
Immédiatement, la Coalition internationale, que les États-Unis venaient de créer prétendument contre Daesh, soutint le YPG, lui fournissant de l'argent, de la formation, des armes et un encadrement. Oubliées donc les imprécations contre Washington, désormais devenu un si bon allié. L'organisation kurde commença à expulser les habitants des régions sur lesquelles elle avait jeté son dévolu.



Publicité états-unienne

Comme il n'y avait eu jusque-là aucune bataille du YPG contre Daesh, les États-Unis mirent en scène un terrible affrontement à Aïn al-Arab, rebaptisé pour l'occasion du nom kurmandji de Kobané. La presse internationale fut invitée à couvrir l'événement sans se mettre en danger. Cette ville est située sur la frontière syro-turque et les journalistes purent suivre les combats à la jumelle depuis la Turquie. On ignore ce qui s'est vraiment passé à Aïn al-Arab puisque la presse ne fut pas autorisée à y entrer. Pourtant on dispose d'images filmées au téléobjectif et semblant confirmer de loin les communiqués relatant la sauvagerie des combats. Quoiqu'il en soit, « l'Occident » unanime conclut que les kurdes étaient les alliés

dont il avait besoin contre Daesh et la Syrie.



« Ni Dieu, ni État ! », venez défendre l'État du « Rojava » et lutter « contre toutes les forces de la réaction », aux côtés de l'Empire américain.

La presse occidentale assure que la moitié des soldats kurdes sont des femmes, comme statutairement la moitié des instances dirigeantes du PKK/YPG. Pourtant, sur le terrain, leur présence est rarissime. Les journalistes affirment également qu'elles terrorisent les jihadistes pour qui, mourir tué par une femme serait une malédiction interdisant l'accès au paradis. Curieusement, la même presse ignore que l'Armée arabe syrienne comprend aussi des bataillons féminins que les jihadistes attaquent avec la même rage que leurs homologues masculins.

Malgré les apparences, le YPG n'est pas aussi nombreux qu'il le prétend. Beaucoup de kurdes syriens considèrent les États-Unis comme une puissance ennemie et la Syrie comme leur nouvelle patrie. Ils refusent de suivre les fantasmes de Salih Muslim. Aussi le Pentagone a-t-il adjoint à « ses » kurdes, non seulement quelques mercenaires arabes et assyriens, mais aussi des militants de l'extrême-gauche européenne.



De même que la CIA a embrigadé des dizaines de milliers de jeunes musulmans occidentaux pour en faire des islamistes, de même, elle commence à recruter des anarchistes européens

pour constituer des Brigades internationales, sur le modèle de celles qui se battirent en 1936 à Barcelone contre les fascistes. On trouve ainsi comme troupes supplétives du YPG/Otan le Bataillon antifasciste internationaliste (Europe centrale), la Brigade Bob Crow (Anglais et Irlandais), la Brigade Henri Krasucki (Français), les Forces internationales et révolutionnaires de guérilla du peuple (Amériques), l'Union révolutionnaire pour la solidarité internationale (Grecs), l'Unité du Parti marxiste-léniniste (Espagnols), et tous les groupuscules turcs pro-US (DK, DKP, MLSPB-DC, PDKÖ, SI, TDP, TKEP/L, TKPML) pour ne citer que les plus voyants [4].



Venez lutter contre le Capital, avec les Forces spéciales US, au « Rojava » !

La bataille d'Aïn al-Arab, censée opposer de jeunes Syriens favorables au Califat à de jeunes kurdes, a surtout coûté la vie, de part et d'autre, à de jeunes Européens en quête d'un monde meilleur. Les pays européens s'inquiètent du retour possible de jeunes jihadistes chez eux, mais pas de celui de jeunes anarchistes, pourtant aussi dangereux. C'est probablement parce qu'il est beaucoup plus facile de manipuler ces derniers et de les recycler dans les prochaines aventures impérialistes.

En juin 2015, le Parti démocratique des peuples (HDP), nouvelle expression politique du PKK, reçut un abondant soutien financier et un encadrement de la CIA, contre l'AKP de Recep Tayyip Erdoğan. Soudainement, il perça le plancher des 10 % de voix nécessaires pour entrer à la Grande Assemblée nationale et gagna 80 députés.

Le 17 mars 2016, le YPG proclama l'autonomie du « Rojava », c'est-à-dire du couloir reliant la région du Kurdistan irakien à la Méditerranée, le long de la frontière syro-turque, mais uniquement du côté syrien. Le « Rojava » inclurait donc partiellement la zone d'Idleb actuellement occupée par Al-Qaïda.

Cet État étant proclamé par des gens qui n'y sont pas nés au détriment des autochtones, il s'agit d'un projet colonial, comparable à celui d'Israël, auto-proclamé en Palestine par des juifs qui y avaient acheté des terres. La dénomination « Rojava » a été choisie pour distinguer ce territoire du « Kurdistan » qui, lui, se trouve en Turquie où il fut proclamé en 1920 par la conférence de Sèvres [5].

Au moment où l'émirat d'Al-Qaïda d'Idleb et le califat de Daesh à Rakka se rétrécissent comme peau de chagrin, l'Otan poursuit son plan de dislocation de la République arabe

syrienne et ambitionne de créer le « Rojava » de Kameshli.

La presse occidentale observe éblouie ce « Rojava » paré de toutes les vertus à la mode : pacifiste, égalitaire, féministe, écologiste, favorable à la construction du genre, etc. [6]. Peu importe que le YPG soit une armée. Peu importe qu'il lutte contre les habitants historiques du Nord de la Syrie, les arabes et les assyriens, puisque sur le papier il a formé avec eux les Forces démocratiques.

En Syrie, les Brigades anarchistes européennes combattent sous commandement états-unien.

Les programmes du YPG syrien et du HDP turc correspondent à la stratégie militaire US. Depuis 2001, le Pentagone prévoit à moyenne échéance « le remodelage du Moyen-Orient élargi », c'est-à-dire la division des grands États en de petits États homogènes, incapables de lui résister. À plus long terme, il prévoit de les opposer les uns aux autres jusqu'à faire régresser la région au chaos.

Le « Rojava » n'a pas été proclamé en État *indépendant* car, selon le nouvel Öcalan, tout État-nation serait un mal en soi. Selon l'Otan, c'est juste un État *autonome* qui devra se confédérer avec d'autres États autonomes comme ceux qui succéderont à l'État-nation syrien, une fois qu'il aura été renversé. Selon le théoricien de référence du « municipalisme », l'États-unien Murray Bookchin, pour fonctionner de manière démocratique, les communautés libertaires doivent être homogènes. C'est pourquoi le « pacifiste » YPG procède actuellement au nettoyage ethnique du « Rojava ».

CQFD.

Thierry Meyssan

Notes

[1] *Blood and belief : the PKK and the Kurdish fight for independence*, Aliza Marcus, New York University Press, 2007.

[2] *The Political Thought of Abdullah Öcalan : Kurdistan, Women's Revolution and Democratic Confederalism*, Abdullah Öcalan, Pluto Press, 2017.

[3] Par défaut, on peut lire *The Kurds in Syria : the forgotten people*, Kerim Yildiz, Pluto Press, 2005.

[4] "[LGBT Brigades In Syria ? Western Anarcho-Leftists Cutting Their Teeth With Western-Backed Kurdish YPG](#)", Brandon Turbeville, *Activist Post*, July 27, 2017. "[Le Rojava, un califat d'extrême gauche ? Réseaux « antifascistes » et terrorisme : le laboratoire kurde](#)", *Observatoire des extrêmes de gauche*, 16 août 2017.

[5] « [Les projets de Kurdistan](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 5 septembre 2016.

[6] *The PKK : Coming Down From the Mountains*, Paul White, Zed Books, 2015. *Revolution in Rojava : Democratic Autonomy and Women's Liberation in the Middle East*, Michael Knapp & Ercan Ayboga & Anja Flach, Pluto Press, 2016.

Articles Par : [Thierry Meyssan](http://Thierry.Meyssan)

A propos :

Intellectuel français, président-fondateur du Réseau Voltaire et de la conférence Axis for Peace. Dernier ouvrage en français : L'Effroyable imposture : Tome 2, Manipulations et désinformations (éd. JP Bertrand, 2007).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca